

Risques et enjeux dans les agricultures familiales : cas des zones montagneuses, arides et semi-arides

Sahli Z.

in

Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.).
Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12

1997

pages 111-124

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971297>

To cite this article / Pour citer cet article

Sahli Z. **Risques et enjeux dans les agricultures familiales : cas des zones montagneuses, arides et semi-arides.** In : Abaab A. (ed.), Campagne P. (ed.), Elloumi M. (ed.), Fragata A. (ed.), Zagdouni L. (ed.). *Agricultures familiales et politiques agricoles en Méditerranée : enjeux et perspectives.* Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 111-124 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 12)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Risques et enjeux dans les agricultures familiales

Cas des zones montagneuses, arides et semi-arides

Zoubir Sahli

Institut National d'Etudes de Stratégie Globale, Alger (Algérie)

Résumé. L'étude porte sur trois types d'agriculture familiale à risques qui correspondent à trois situations géographiques et socio-économiques particulières. La première porte sur l'agriculture de la zone de montagne tellienne où on a affaire à une série d'écosystèmes "agro-sylvicoles" tendant à se dégrader sous la double influence de la croissance de la population et de l'aggravation des conditions climatiques. La deuxième a trait à l'agriculture de la zone des hautes plaines semi-arides de l'ouest algérien où on note une évolution des écosystèmes suite aux changements des modes de vie et des pratiques économiques. La troisième concerne l'agriculture de la zone saharienne où les agro-systèmes oasiens subissent une dégradation accélérée liée à la crise des ressources en eau et à une urbanisation forcée des oasis. Ces agricultures à risques, du fait de leur situation géographique et historique et des modes d'évolution de leurs agro-systèmes, déterminent des structures de production spécifiques et rendent tout à fait particulières les stratégies des familles agricoles. Parallèlement aux risques agro-écologiques, elles connaissent des risques liés au contexte socio-politique et aux conditions économiques. Or, les enjeux sont divergents pour les pouvoirs publics et pour les paysans qui développent des stratégies différentes pour la résolution des risques de ces agricultures en voie de marginalisation.

Mots clés. Agriculture à temps partiel - Agriculture de montagne - Agriculture de subsistance - Zone aride - Zone semi-aride - Exploitation agricole familiale - Structure de production - Système d'exploitation agricole - Revenu complémentaire - Politique de développement - Algérie

Title. Risks and issues in family farming: The case of mountainous, arid and semi-arid zones

Abstract. The study concerns three types of family farming comprising risks corresponding to three particular geographical and socioeconomic situations. The first concerns the mountain zone where rainfed cereals can be grown and where there is a series of 'agrosylvicultural' ecosystems that are tending to become degraded under pressure from population growth and the worsening of climatic conditions. The second concerns farming in the semi-arid high plains in western Algeria where changes are observed in ecosystems because of changes in the way of life and economic practices. The third covers farming in the Sahara zone where oasis agricultural systems are suffering accelerated degradation because of the crisis in water resources and the forced urbanisation of the oases. Because of their geographical positions and histories and the ways in which their agrosystems have developed, these risk farming conditions result in specific production structures and make the strategies of farming families very special. In parallel with the agro-ecological risks, they are also exposed to risks related to the socio-political context and economic conditions. The issues are different for the public authorities and for the farmers, who develop different strategies for handling the risks in these types of farming that are becoming marginalised.

Keywords. Part-time farming - Mountain farming - Subsistence farming - Arid zone - Semi-arid zone - Family farm - Production structure - Farming system - Supplementary income - Development policy - Algeria

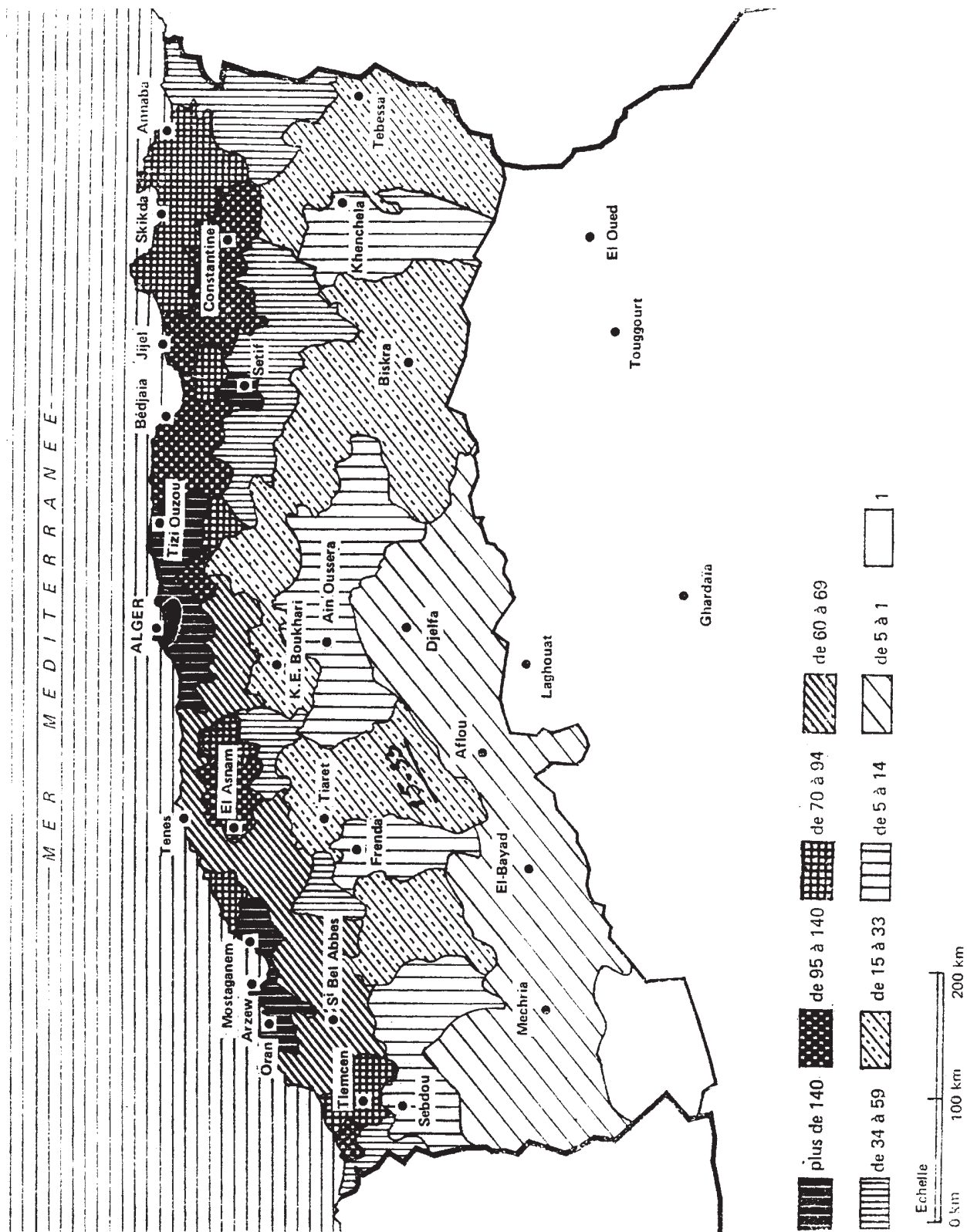
I – Introduction

Malgré une variété de situations, les agricultures des pays du sud de la Méditerranée restent marquées par leur forte sensibilité aux conditions climatiques, leurs faibles disponibilités en sol et en eau et leur modeste niveau de développement.

La région méditerranéenne se situe en effet dans ce qu'on appelle «la diagonale aride et semi-aride de l'Ancien Monde». Elle correspond en gros à la zone climatique sèche où la contrainte de l'eau veut dire condition de vie ou de survie et où les conditions de culture sont les plus dures.

Dans ce monde rural particulièrement éprouvé par les guerres et les invasions, la sécheresse, les sautes-relles, l'érosion et la désertification, l'espace agricole proprement dit semble très localisé. Les contraintes

Carte 1. Les densités de population par arrondissement, nombre d'habitants au km²



Source : La documentation Française, Paris, 1974.

physiques et climatiques ont vite fait de repousser l'agriculture sur les cordons littoraux et dans certains bassins favorables. Partout ailleurs, l'agriculture est aléatoire, extensive ou itinérante. Pour ce qui concerne les cultures vivrières en sec, le monde agraire méditerranéen est en situation d'aléa, principalement dans sa partie sud (Le Coz, 1990).

Dans ce monde rural complexe survit une agriculture familiale qui, malgré l'adversité, se maintient à un niveau de productivité parfois appréciable. Malgré une assise foncière réduite et un certain nombre de contraintes physiques, les unités de production agricole familiales arrivent toujours à se reproduire convenablement.

Mais il faut tout de même constater que l'agriculture familiale est aujourd'hui en crise et qu'il est hautement dangereux de ne pas en tenir compte.

La crise est d'abord liée à la situation géographique de ce type d'agriculture. Les analyses montrent en effet que l'agriculture familiale sud-méditerranéenne est celle qui est située le plus souvent dans les conditions physiques les plus difficiles : en montagne, en steppe, en oasis ou sur les hautes plaines semi-arides. Ce genre d'agriculture, du fait de sa position géographique et de la nature des écosystèmes qui lui servent de support naturel, est l'exemple même d'une agriculture à risques.

La crise est ensuite d'ordre économique et social puisque les risques et les incertitudes qui existaient déjà historiquement au sein de cet univers rural (concernant notamment la performance des systèmes de production ou la reproduction de la famille rurale, ...) sont devenus aujourd'hui importants et conditionnent la sécurité et l'existence même de ce type d'agriculture. Les risques d'ordre économique et social (politique des prix, faiblesse des crédits agricoles, faiblesse des débouchés, infrastructures défectueuses, ...) limitent ainsi très sérieusement la productivité des systèmes de production et la capacité de cette agriculture à retenir sur place la force de travail familiale.

II – Trois exemples d'agricultures familiales à risques

Nous allons présenter ci-après trois exemples d'agricultures familiales à risques qui correspondent à trois situations géographiques et socio-économiques particulières :

- ❑ *L'agriculture familiale en zone de montagne tellienne* qui se trouve dans une situation de marginalisation poussée, tant sur le plan géographique que sur le plan socio-économique : dans cette zone, une série d'écosystèmes «agro-sylvicoles» a tendance à évoluer négativement sous la double influence de la croissance de la population et l'aggravation des conditions climatiques (dégradation des ressources végétales, dégradation de la fertilité du sol, sous-productivité agricole). Au niveau de cette zone, il existe donc d'énormes risques en matière de production agricole ainsi que de nombreuses incertitudes quant au devenir de l'agriculture familiale.
- ❑ *L'agriculture familiale de la zone des hautes plaines semi-arides de l'ouest algérien* qui est l'exemple même d'une agriculture à risques, du fait même des conditions de semi-aridité du milieu (l'aléa pluviométrique) et de l'évolution des pratiques agricoles (l'existence d'une compétition entre la pratique de la culture sèche, la céréaliculture et l'élevage ovin, ...). Au niveau de cette zone, une série d'écosystèmes qui a tendance à évoluer négativement avec le changement des modes de vie et des pratiques économiques (urbanisation sauvage, importance de la sphère commerciale, ...).
- ❑ *L'agriculture familiale en zone saharienne* dont les principaux agro-systèmes oasiens subissent depuis plus d'une dizaine d'années une dégradation accélérée au niveau de cette zone. La crise de l'agriculture familiale est ici, en grande partie, liée à la crise des ressources en eau et à une urbanisation forcée des oasis.

Les risques sont donc importants au niveau de chaque zone. Les multiples interrelations entre les écosystèmes et les pratiques agricoles, d'une part, et les familles agricoles et le milieu environnant, d'autre part, font que ces risques sont le plus souvent difficiles à surmonter et les enjeux difficiles à maîtriser.

1. L'agriculture familiale en zone montagneuse tellienne

La montagne tellienne est un fait topographique avant d'être un fait humain (Cote, 1980). C'est un espace rectiligne mais tourmenté : il est parallèle à la mer et donne une forte impression d'homogénéité. La montagne tellienne, c'est aussi et surtout la relative homogénéité de la structure des terroirs agricoles et la relative stabilité de la population.

Mais sur le plan du relief, les pentes sont fortes et les boisements faibles. L'érosion hydrique y est un phénomène permanent et l'agriculture y est souvent menacée de dégradation, voire de disparition.

Sur le plan climatique, la zone tellienne appartient à la zone tempérée. Les températures sont relativement fraîches, notamment en hiver et en automne, et la nuit plutôt que le jour. La pluviométrie qui dépasse les 500 mm par an est souvent irrégulière et mal répartie dans le temps.

A ce type de climat typiquement méditerranéen, correspond tout de même un type de végétation et un mode de vie particuliers.

En effet, les forêts de résineux et de feuillus y occupent un peu plus de 3 millions d'ha, les maquis et la brousse plus de 500 000 ha.

L'écosystème forestier qui était à l'origine dense et fortement peuplé (39% de couverture forestière sur le versant méditerranéen du Tell contre 18% dans les Aurès)¹ est actuellement entré dans une phase de dégradation avec environ 1 700 000 ha de forêts atteints par le feu et le parasitisme (INESG, 1989).

L'observation de diverses cartes phyto-géographiques montre que, s'il existe encore des taches verdâtres, elles ne concernent que les sommets des massifs de l'est (Collo, Petite Kabylie) et du centre (versant septentrional de l'Ouarsenis) mais certainement pas les chaînes montagneuses du centre-ouest (versant méridional de l'Ouarsenis, massifs des Trara et des Béni-Chougrane, ...). Les forêts existantes sont certes riches en espèces arbustives nobles (chênes, cèdres, pins, ...), en maquis et en formations steppiques secondaires mais leur dégradation continue tend à être alarmante. Qu'il s'agisse des versants, des vallées, des hautes ou des basses montagnes, la dégradation est visible au travers des griffes de l'érosion : ravinements, nudité des cimes déboisées, fourrés calcinés ou clairières décimées par le feu et la charrue. Elle devient très inquiétante.

La montagne, c'est aussi un fait humain puisqu'elle constitue un vaste espace social de production et de communication dans lequel s'est constituée, depuis des millénaires, une économie familiale particulièrement dynamique faite d'agriculteurs attachés à la terre et de petits éleveurs pratiquant la transhumance sur de courtes distances.

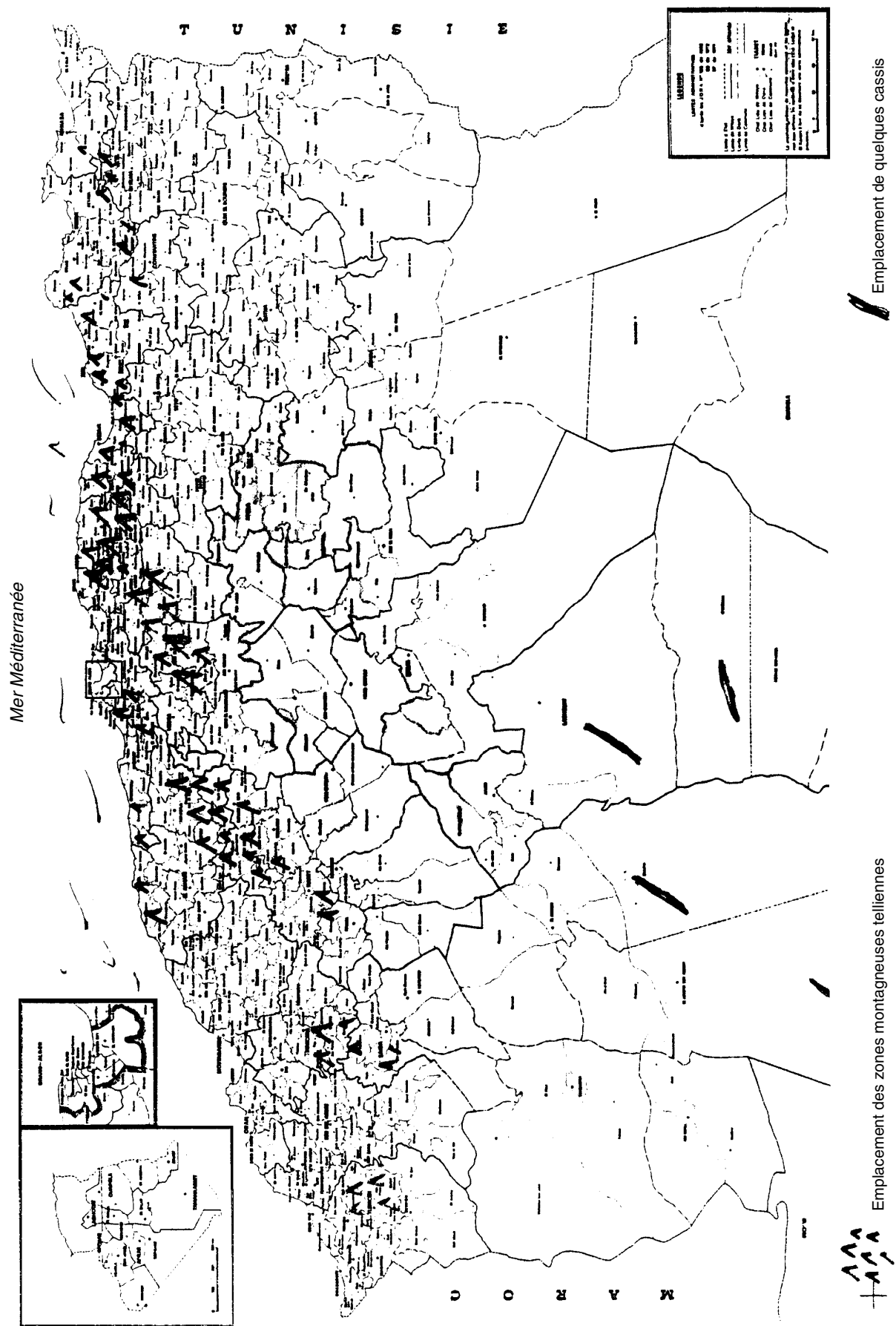
La montagne est donc un espace fortement humanisé accueillant une forte population rurale dont les familles se retrouvent regroupées dans des hameaux et en habitats compacts sur des sites et des aires de culture en pente.

Le déclin démographique n'ayant jamais eu lieu, du fait notamment, de la faible importance du phénomène de l'exode rural, les espaces agricoles se sont trouvés fortement limités.

On est d'ailleurs souvent frappé ici par l'étroitesse des aires de culture et d'élevage. La base foncière y est faible. Les enquêtes révèlent l'existence de nombreuses unités de production familiales ne dépassant pas les 10 ha de terre (plus de 75 % dans la région de l'Ouarsenis : versants de montagne et piémonts) (Sari, 1977 ; Sahli, 1983).

La structure foncière elle-même étant hétérogène, les cas de morcellement et de parcellisation excessifs ne sont pas étrangers à la faiblesse de la disponibilité foncière dans ces zones difficiles. Beaucoup d'autres parcelles de terre sont par ailleurs classées comme «terres non agricoles», sans être pour autant des surfaces forestières proprement dites. Les défrichements intenses d'avant et d'après l'indépendance font que plus de 50 % des surfaces de terre à la lisière des forêts sont aujourd'hui considérées comme des «terres incultes».

Carte 2. Limites administratives



En effet, depuis de nombreuses années, sur ces terres, se sont exercées les fortes pressions des populations riveraines refoulées par la colonisation.

L'espace forestier qui était vivrier pour une grande partie de la population se trouve donc affecté aujourd'hui par un large processus de déstabilisation. La relation de l'homme avec son écosystème forestier est devenue conflictuelle lorsque les ressources alimentaires de ce dernier ont commencé à s'amenuiser. La conséquence prévisible est évidemment une certaine forme de pression exercée par les hommes sur les maigres ressources de la forêt et de la montagne. Divers spécialistes ont déjà tiré la sonnette d'alarme à propos de ces zones difficiles ayant qualifié ce phénomène de «désastre écologique» (Sari, 1977).

L'évolution récente de la plupart des espaces montagnards a montré qu'il existait en effet une situation fort préoccupante due à la dégradation et à la dévitalisation de l'ensemble des systèmes économiques et sociaux et, donc, des systèmes de production agricole familiaux proprement dits. La plupart des familles agricoles ont d'énormes difficultés à maintenir intacts leurs moyens de production et leur force de travail. Les zones de culture donnent souvent une impression de nudité et une absence de verdure. A mesure que s'accroissent les éléments de la dégradation (érosion), les possibilités d'extension des cultures s'amenuisent et les possibilités d'augmentation de la production agricole se réduisent.

Si la pratique de la céréaliculture constitue chez de nombreuses familles de ces zones une pratique «refuge» qui permet tout juste de maintenir une certaine cohésion familiale (travaux collectifs, entraide, ...), elle n'en constitue pas moins une pratique dangereuse pour des sols fragiles (surtout lorsque cette pratique est une monoculture) qui a tout simplement tendance à se surajouter à la misère économique de ces familles.

D'autres pratiques non moins intéressantes (maraîchage, élevage en embouches, cultures fourragères, arboriculture fruitière, ...) existent dans ces zones mais elles ne concernent que les familles qui ont :

- une assise foncière suffisante (plus de 10 ha) ;
- la possibilité d'irriguer des parcelles en piémont (catégories d'exploitations de 5 à 10 ha en piémont et de 10 à 20 en montagne) ;
- des revenus monétaires provenant de l'extérieur (aides-familiaux, enfants en âge de travailler «placés» hors de l'exploitation familiale) ;
- des dons, des prêts bancaires pour la mise en valeur préalable de leurs sols et de leurs exploitations², ... (Sahli, 1983).

Néanmoins et dans tous les cas, la performance dans ce genre d'agriculture est tout à fait relative, même au niveau des exploitations privilégiées (plus de 20 ha), puisque la hache, la charrue, la pluie et les animaux domestiques n'ont jamais été utilisés d'une manière rationnelle.

Ce qui implique que, dans ces zones, il y a d'autres logiques de fonctionnement que celles qu'on constate habituellement en milieu rural. La notion de performance agricole peut donc ne pas paraître importante. Produire pour reproduire tout simplement la force de travail familiale, comme au temps de l'économie de subsistance, reste certes quelque chose de fondamental : c'est un élément déterminant dans la sécurité de la famille. Mais la croissance démographique et le changement progressif des modèles de consommation des individus font que les familles vivent de plus en plus difficilement une situation de paupérisation qui a tendance à se prolonger. On est ici frappé par la faible marge de manœuvre des agriculteurs face aux risques de dégradation de leurs systèmes et univers de production.

Mais ils tentent tout de même, dans un environnement socio-économique hostile, de trouver des solutions alternatives qui puissent leur permettre de reproduire le plus largement possible leurs conditions d'existence.

Tâches difficiles lorsqu'on sait que les supports et les moyens de production manquent cruellement et lorsque la société englobante (l'Etat, l'environnement, le marché) considère ce genre d'agriculture familiale comme quantité négligeable. D'où la situation de marginalisation qui fait que les chefs de famille font face aux risques en mettant en place des stratégies de placement de la force de travail à l'extérieur. Le

maintien d'une certaine cohésion à l'intérieur de la cellule familiale par le maintien d'une activité agricole «sous perfusion» n'empêche pas la diversification des activités non-agricoles et la prolétarisation (hors de l'univers familial) d'une bonne partie de la force de travail locale.

L'enjeu véritable, face aux risques multiples, est donc bien de reproduire la famille en tant que support indispensable et non pas l'exploitation agricole. Celle-ci n'est qu'un moyen, pour la plupart des exploitants enquêtés, de reproduire une agriculture familiale à la limite de l'économie de subsistance. Dans bien des cas et pour faire réellement face aux risques, les familles agricoles dont il est question s'orientent résolument vers :

- ❑ la pluriactivité : alternance travail agricole et travail extra-agricole. Cela concerne plus de 70 % des chefs de famille dont 90 % de petits fellahs, 45 % des jeunes aides-familiaux âgés de 20 à 40 ans ainsi que 50 à 60 % des jeunes sans activité permanente sur l'exploitation familiale ;
- ❑ l'abandon total des activités agricoles (de 20 à 40 % des agriculteurs en zone de montagne (Sahli, 1983).

Les situations sont évidemment différentes selon les familles, les types d'exploitations et le niveau de revenu de chaque famille. Qui peut en effet disposer de revenus monétaires provenant de l'extérieur sinon les familles les plus dynamiques en matière de placement de la force de travail à l'extérieur, ou celles dont les relations avec l'extérieur sont importantes, ou celles dont les membres actifs sont jeunes et formés ou celles, enfin, qui disposent d'une base économique et d'une base foncière assez larges ? Beaucoup de chefs d'exploitation refusent, en fin de compte, le risque à long terme en mettant en œuvre des stratégies particulières qui, la plupart du temps, ne correspondent que rarement à des stratégies d'intensification agricole. Les enjeux, dans ces cas-là, peuvent être totalement différents de ceux que les pouvoirs publics pensent pouvoir mettre en évidence.

2. L'agriculture familiale dans les hautes plaines semi-arides

Les hautes plaines semi-arides de l'ouest algérien (cas du Sersou) constituent un véritable espace de transition entre la montagne et la steppe. A 1000 mètres d'altitude, ce vaste plateau calcaire était à l'origine un lieu de passage des pasteurs-nomades faisant la transhumance entre le sud et le nord. Il est aujourd'hui une véritable aire de sédentarisation de nombreuses populations nomades et montagnardes qui cultivent désormais céréales et fourrages et qui élèvent d'importants troupeaux de moutons.

Les terres sont assez profondes et relativement fertiles au nord, peu profondes et de nature calcaire au centre et au sud.

Les écosystèmes naturels n'existent pratiquement plus, hormis la végétation steppique au sud déjà fortement dégradée. L'homme a puissamment et longuement façonné la nature jusqu'à créer des aires de culture artificielles et des agro-systèmes fortement dépendants des apports extérieurs.

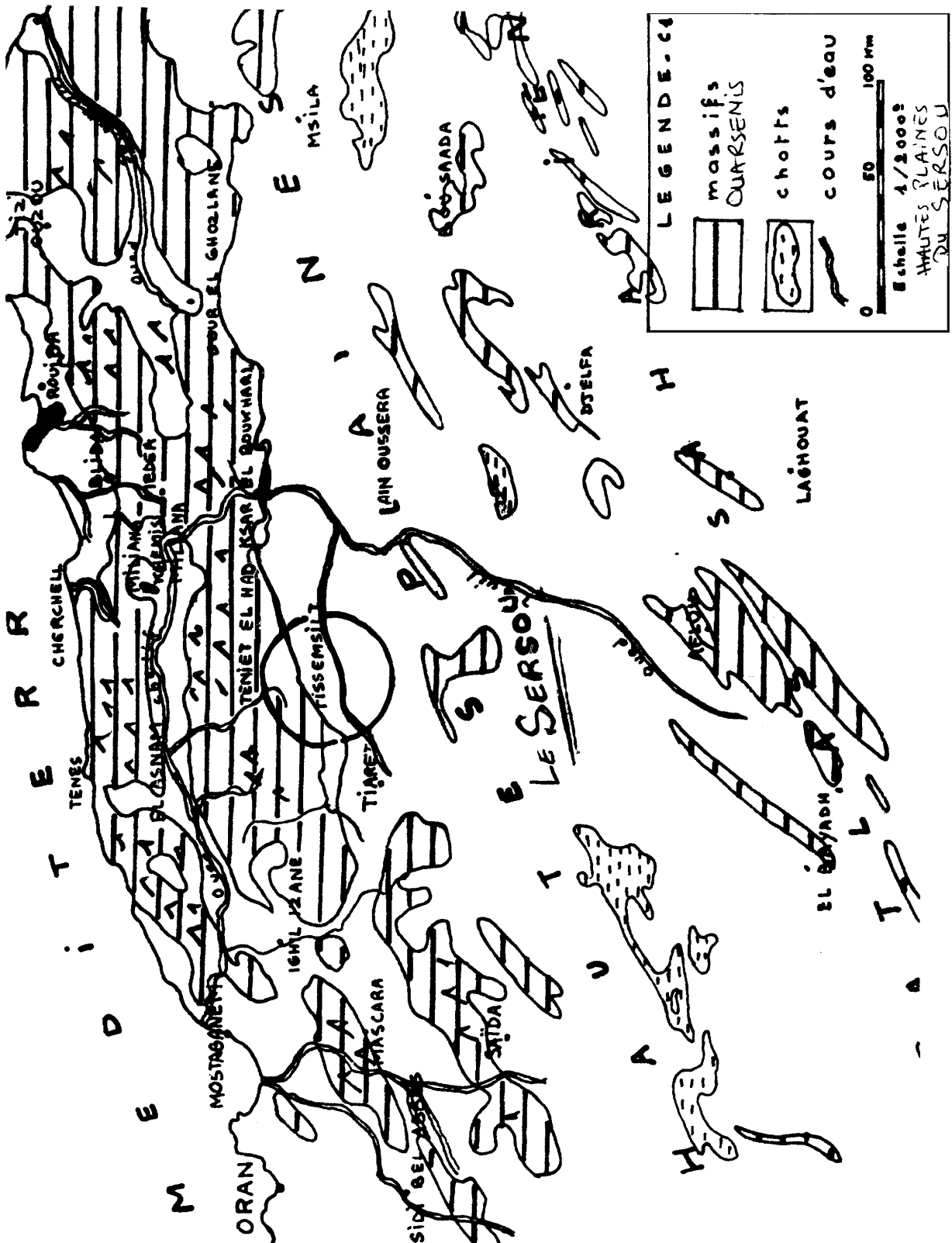
Dans le «Sersou agricole», et notamment dans sa part nord (contact avec le versant sud de l'Ouarsenis), l'agriculture extensive est omniprésente. Mais les traces d'érosion éolienne montrent qu'il y a eu ici une forte occupation des sols. Cette zone a été, en d'autres temps, une zone d'accueil d'une population nombreuse (Sahli, 1991).

Jadis, il y avait une occupation relativement ordonnée des terroirs agricoles au nord et au centre et une certaine fluidité des déplacements des troupeaux ovins à l'ouest et au sud (Boumaaza, 1979).

Mais les rapports «hommes - milieu agricole» ont vite fait de se transformer sous la pression des événements historiques et des nombreux bouleversements qu'a connus la région. Il y a eu en un siècle :

- ❑ l'unification du système de culture et la généralisation de la monoculture céréalière ;
- ❑ une certaine reconquête du Sersou central par de nombreux pasteurs et, ce, dès l'indépendance du pays : reconquête qui a vu se recombinaison les systèmes de culture et d'élevage autour des grands domaines «autogérés» ;

Carte 3. Limites administratives



- ❑ une occupation désordonnée de l'espace agricole et une urbanisation rapide sans intégration de la société agro-pastorale (Boumaaza, 1979).

La région du Sersou a été considérée comme une région à fortes potentialités agricoles : elle a connu un important développement de la monoculture céréalière. Techniquement, la céréaliculture a toujours constitué un système de culture sur lequel devaient s'articuler toutes les autres pratiques agricoles. Mais dès que ce système de culture a été déconnecté de son équivalent naturel, l'élevage ovin, il s'est vite révélé comme étant un système peu propice au dégagement de surplus agricoles importants.

Si la céréaliculture a bénéficié de soutiens technique et financier, au niveau surtout des grands domaines «autogérés, les systèmes mixtes développés autour de ces mêmes domaines par les familles d'agropasteurs n'ont eu que très peu de soutien.

Ces familles développent tout de même des stratégies d'intensification de la production agricole en s'appuyant surtout sur l'élevage qui va devenir un capital important et à partir duquel vont se constituer de véritables fortunes.

L'élevage ovin est conduit sous forme extensive mais aussi en stabulation entravée ou mixte, grâce à des procédés d'engraissement sur place ou chez des bergers de la steppe ; ce qui nécessite des apports importants en fourrages et en orge et l'emblavement de superficies nouvelles au détriment de la céréaliculture alimentaire (blé dur, blé tendre). Il y a donc une certaine concurrence entre la céréaliculture alimentaire et l'élevage ovin. Cette concurrence se traduit sur le terrain par :

- ❑ d'intenses pressions sur les sols agricoles, les deux systèmes n'étant pas intégrés dans une logique d'assolement et étant tout à fait antagonistes ;
- ❑ une certaine extension (plus vers le sud) de la pratique de la céréaliculture de subsistance pour les éleveurs et les familles d'agropasteurs marginalisés (avec pour conséquences la dégradation des sols, ...) ;
- ❑ une forte pression sur les parcours d'alfa et d'armoïse blanche du fait des fortes charges animales ;
- ❑ un clivage important entre les familles d'agriculteurs et d'agro-pasteurs d'une part, et les gros et moyens éleveurs qui utilisent l'espace du Sersou comme une «mine à ciel ouvert», d'autre part.

Socialement, on a affaire à deux milieux agricoles qui font référence à deux milieux humains : ce qui guide les premiers, c'est la recherche de la subsistance et les moyens pour consolider les bases matérielles des familles ; ce qui guide les seconds, c'est la recherche de la rentabilité financière et le gain facile, grâce notamment à une exploitation intense des pâturages par des pratiques agricoles ruineuses.

Installés dans cette situation, la famille agricole ou l'éleveur construit, chacun en fonction de ses moyens et de son pouvoir économique et social, de véritables stratégies tendant :

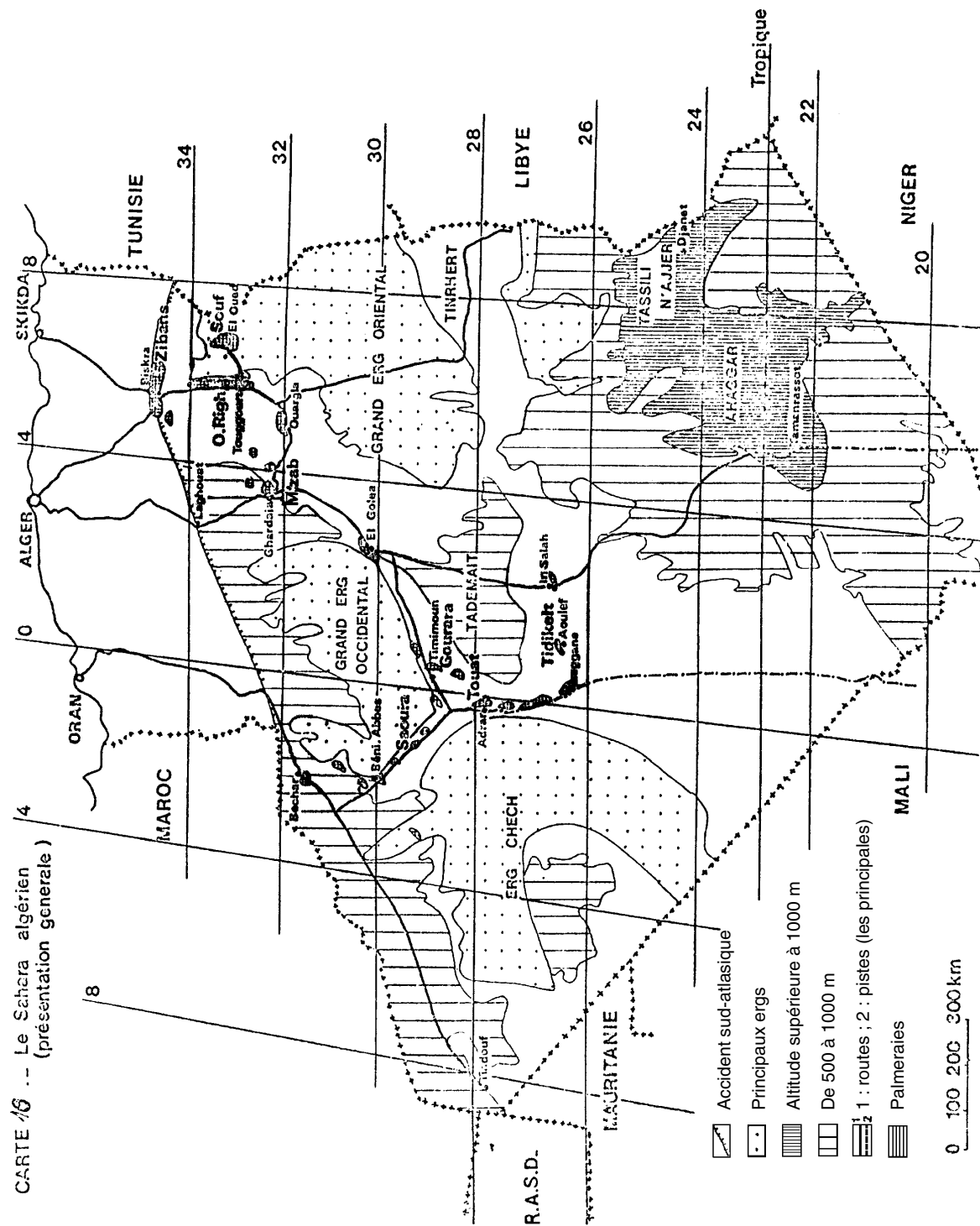
- ❑ à occuper et à utiliser durablement les espaces agricoles, notamment les espaces jugés «vides» en jachères, vaines pâtures, chaumes de blé, parcelles de céréales, etc. ;
- ❑ à rechercher au travers de relations sociales privilégiées, d'appuis de l'Etat, ..., l'obtention d'un maximum d'espace agricole et social.

Les risques physiques et économiques sont importants mais les enjeux liés, soit à la subsistance des familles d'agro-pasteurs marginalisés, soit à la «consommation» des meilleures parcelles de fourrages et de céréales, sont autrement plus importants. La lutte se situe à ce niveau mais les solutions, quant au développement réel de la région, tardent à venir.

3. L'agriculture familiale en oasis

Les oasis qui sont des écosystèmes artificiels subissent les assauts d'une dégradation profonde due en grande partie à l'évolution démographique et aux transformations socio-économiques de ces dix dernières années.

Carte 4. Le Sahara algérien (limites géographiques des principales grandes oasis)



Dans la vallée de la Saoura par exemple, la palmeraie traditionnelle régresse suite aux déplacements des anciens terroirs agricoles du centre de l'oasis vers la périphérie et à l'abandon progressif des cultures vivrières traditionnelles.

L'industrialisation récente des villes du piémont de l'Atlas saharien (Laghouat, Béchar, ...) ou du Bas-Sahara (Touat, Gourara, El-Oued, ...) a permis d'alléger la pression sur les écosystèmes oasiens. Cependant la croissance démographique et l'augmentation des besoins des populations oasiennes ont induit la mise en culture de nouvelles surfaces de terre, l'utilisation de machines lourdes pour les labours, la surexploitation des nappes hydriques au-delà des règles traditionnelles permises par les familles, selon le vieux système de la *Foggara*, et l'élimination du petit élevage familial.

Le rôle prédateur des hommes est encore plus nettement accentué autour et à la périphérie de ces mêmes oasis. Divers spécialistes notent, çà et là, de vastes phénomènes de dégradation de la biocénose et l'aggravation de l'aridité.

Cette désertification rampante des marges des oasis n'est cependant compensée par aucune substitution et il n'existe que de très rares aménagements qui puissent freiner le processus.

Concernant l'agriculture familiale oasienne proprement dite, les rapports techniques³ constatent plutôt une stagnation, voire une réduction de la production, notamment celle des palmiers-dattiers. Les seuls résultats tangibles sont ceux enregistrés par les cultures maraîchères et les cultures condimentaires, accessoirement les fourrages (orge en vert, ...) (MAP/DGPE, 1989).

La nature des systèmes de production a une tendance au changement : «l'ancienne agriculture proprement saharienne est remplacée par des semences, pas des plants et des espèces animales d'importation récente et sélectionnées à des milliers de kilomètres, conduisant à la diminution de la diversité végétale et à l'homogénéisation des cultures et des variétés dans les différentes oasis» (Perennes, 1979). De ce fait, seule la frange supérieure des exploitations familiales, celles qui disposent de terres et d'eau, qui ont recours à la main-d'œuvre salariée et qui ont accès au marché, peuvent réaliser encore des profits suffisants.

Les enjeux et les stratégies familiales et la stratégie nationale de résolution des risques sont ici parfois divergents.

L'Oasis est un lieu habité, un lieu fortement humanisé qui change et se modifie sous l'action des événements naturels et sociaux.

L'exploitation agricole familiale qui peut constituer à elle seule une oasis est en crise ; les véritables possibilités de son développement résident dans le fait qu'il faut absolument remettre en place les mécanismes techniques et les relations sociales de l'organisation humaine traditionnelle de l'oasis.

Aujourd'hui, l'oasis et l'exploitation agricole oasienne ne sont plus des «escales» obligatoires des trafics caravaniers sur les grands axes commerciaux mais de véritables écosystèmes et de véritables microcosmes sociaux sur lesquels et autour desquels se construit une nouvelle société agro-industrielle en émergence.

Mais dans cet espace en formation, l'ancienne agriculture proprement saharienne et d'essence familiale est de plus en plus marginalisée et se trouve donc remplacée par des pratiques agricoles et/ou industrielles intensives ou extensives, tendant à rendre «marchand» ce qui pousse à l'ombre et surtout à la périphérie immédiate des palmeraies.

Si les spécialistes insistent sur la nécessité d'un développement moderne encore plus prononcé et plus audacieux de ces zones (en termes de moyens techniques par exemple), il n'est pas inutile d'insister aussi sur ce que présente comme effets néfastes, pour les familles agricoles oasiennes, tout le processus de transformation induit par ces opérations dites de «mise en valeur».

Il convient donc d'accorder plus d'attention à la régression des fondements mêmes de ces agro-systèmes oasiens et à l'impossibilité pour ces derniers de satisfaire les besoins des familles agricoles.

Il n'est pas inutile d'être attentif aux multiples réponses d'ordre technique, économique et social, que peuvent apporter ces mêmes familles à la situation difficile dans laquelle elles vivent. Ces réponses sont d'ailleurs diverses et correspondent chacune à une situation spécifique et à une difficulté particulière.

1. Il y a les réponses des familles qui ont perdu récemment leurs troupeaux et qui pratiquent une agriculture de subsistance sous des palmeraies vieilles de cent ans et largement polluées par la remontée de la nappe : c'est le cas des agriculteurs des «Ghout» dans la région d'El-Oued ou de la région d'Adrar. Celles-là vivent à la limite du sous-développement et vivent une situation de repli-sur-soi, tout en pratiquant le placement de la force de travail des plus jeunes de leurs enfants.

2. Il y a les réponses de celles dont les ressources en eau et en argent sont suffisantes et qui alternent la culture du palmier-dattier, les cultures secondaires (céréaliculture, cultures maraîchères), l'élevage et le commerce. C'est un cas extrêmement rare où les palmeraies sont en équilibre grâce à une mise en valeur judicieuse avec au centre, une oasis phénicienne et, à la périphérie, des zones concentriques d'extension de cultures d'hiver (céréaliculture, fourrages), de cultures intensives et d'élevage. Mais l'équilibre est ici tout à fait précaire, puisque les ressources en eau ne sont pas permanentes et les logiques familiales ont, ces dernières années, tendance à changer face aux nouvelles possibilités d'extension agricole hors des oasis ou de promotion d'activités commerciales ou industrielles.

3. Il y a celles qui abandonnent les agro-systèmes et les ouvrages hydrauliques traditionnels (Foggara) ; la sécheresse, la forte salinisation des sols, l'asphyxie des palmiers-dattiers et la désertification impliquent la dégradation, la sous-productivité et la misère.

Par ailleurs, les rapports sociaux ayant changé dans le sens d'une stratification encore plus grande des catégories sociales, les plus faibles dont les exploitations ne disposent pas suffisamment de canaux d'irrigation ont de moins en moins accès à l'eau d'irrigation et sont donc éliminés.

4. Il y a enfin les individus ou les familles oasiennes ou venant du nord qui misent fortement sur la mise en valeur hydro-agricole à la périphérie des oasis. Les grandes possibilités offertes par l'Etat et les banques pour investir dans la production agricole dans le sud ont ainsi permis l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale d'entrepreneurs agricoles ayant des stratégies capitalistes offensives. Ces familles et ces individus ont multiplié les grands espaces agricoles sans toutefois se soucier des problèmes de sauvegarde et de protection des sols ainsi que des ouvrages hydrauliques traditionnels.

Cette mauvaise utilisation des sols et de l'eau est malheureusement en train de se généraliser et risque de provoquer diverses situations de dégradation agro-écologique particulièrement dangereuses. La sur-exploitation de la nappe albienne (fossile) et l'exhaure d'une eau chaude nécessitant de nouvelles installations spécifiques risquent par ailleurs de poser de sérieux problèmes de coûts économiques, d'une part, et écologiques, d'autre part.

Mais c'est là, évidemment, une stratégie affichée par l'Etat, en tant qu'acteur important dans la transformation de l'espace et des écosystèmes sahariens. C'est également une stratégie affichée et fortement réclamée par la nouvelle catégorie sociale des entrepreneurs agricoles qui évoluent cependant hors de l'univers de l'agriculture familiale oasienne. Cette stratégie implique donc la réalisation d'actions qui ont un enjeu économique important.

III – Conclusion : le point sur les risques et les enjeux dans une agriculture familiale sud-méditerranéenne

Le caractère difficile, aride et semi-aride de l'agriculture familiale imprime ses caractéristiques aux structures de production, conditionne les modes de fonctionnement des systèmes de production et rend tout à fait particulières les stratégies des familles agricoles.

Nous avons tout au long de cette contribution montré, avec des exemples précis, que les agricultures familiales en zone de montagne, en zone saharienne et sur les hauts-plateaux, étaient des agricultures à risques du fait même de leur situation géographique et historique ainsi que des modes d'évolution de leurs agro-systèmes.

Les risques dans ces cas précis sont évidemment importants et déterminent l'existence même de ces agricultures. Il y a le risque agro-écologique lié à la transformation profonde des écosystèmes en agro-systèmes et, donc, au mode de relation des hommes à la terre et à l'environnement.

Il y a évidemment le risque foncier, lequel est intimement lié au mode d'évolution des structures agraires de la zone ou du pays en question : l'espace foncier peut en effet faire l'objet de modifications, de transformations ou d'appropriations par l'Etat ou les particuliers. Cela risque d'influer d'une manière décisive sur la nature des écosystèmes, sur le mode d'évolution des systèmes de production et sur les stratégies familiales quant à la résolution de leurs problèmes de survie.

Il y a ensuite le risque technique qui se trouve lié aux types de performance attendue des systèmes de production et à la nature des techniques de production mises en place : certaines règles de performance et certaines techniques peuvent, dans ce cas précis d'agriculture aride et semi-aride, avoir des effets pervers.

Il y a enfin les risques à caractère économique, social et institutionnel liés surtout aux politiques agricoles menées dans les pays sud-méditerranéens et, notamment, celles qui concernent directement ou indirectement les zones difficiles.

Les contextes socio-politiques, les conditions économiques et les moyens techniques de mise en œuvre de ces politiques peuvent à eux seuls constituer autant de risques importants.

Mais face à tous ces risques, qu'est-il possible de faire et quels sont les véritables enjeux qui entravent ce genre d'agriculture familiale ?

Les enjeux réels sont d'abord perçus par les principaux concernés, les agriculteurs qui, d'ailleurs, luttent désespérément pour assurer la reproduction de leur conditions d'existence : la reproduction simple de l'exploitation agricole et de la famille agricole. A chaque risque, il y a une réponse correspondante malgré l'intensité de la dégradation des écosystèmes et les difficultés techniques et économiques à sortir les familles et leurs zones de la situation de marginalisation dans laquelle elles se sont trouvées.

Les risques les plus importants viennent ensuite de l'extérieur puisque, le plus souvent, l'enjeu le plus important pour l'Etat, en tant que puissance publique, n'est pas de permettre la reproduction de la famille agricole en tant que telle mais de transformer et de modifier, par la mise en valeur ou les opérations dites de développement rural, le paysage de la zone.

Or, l'action de l'Etat ou de tout autre promoteur de développement obéit à des logiques et à des stratégies autres que celles mises en œuvre quotidiennement par les agriculteurs et les familles agricoles. Les logiques et les stratégies de ceux-là sont bien plus adaptées au contexte difficile de leurs zones ; les enjeux sont chez eux encore mieux ciblés.

Diverses situations et divers problèmes sont d'ailleurs nés de la contradiction fondamentale qui existe entre la logique « officielle » et la logique « locale », contradiction qui a entraîné, dans beaucoup de cas, des risques encore plus importants de dégradation, de marginalisation et de sous-développement.

La stratégie de résolution des risques dans ces cas d'agriculture difficile passe donc par la connaissance aussi précise que possible des divers risques encourus et par l'identification des véritables enjeux de ce genre d'agriculture et des possibilités réelles de les sortir de leur sous-développement et de leur marginalisation.

Notes

1. D'après les estimations du MARA relevées dans le document de l'INESG : "Montagnes - forêts - Eléments de stratégie", Alger, 1989.
2. Notamment les familles agricoles de la zone du Moyen-Chélif, victimes du séisme de 1980.

Références

- **Aidoud, A.** (1983). Productivité végétale et applications pastorales, cas des hautes plaines steppiques de Saïda. In : *Séminaire national sur le développement de la steppe*, Saïda, septembre 1983. Organisation Nationale de la Recherche Scientifique-ONRS/Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique-MERS, Saïda.
- **Algérie. Institut National d'Etudes de Stratégie Globale-INESG** (1989). *Montagnes - forêts, éléments de stratégie*. INESG, Alger.
- —. **Ministère de l'Agriculture et de la Pêche/Direction Générale de la Programmation des Etudes-MAP/DGPE** (1989). *Perspectives de l'agriculture pour l'an 2000*. MAP/DGPE, Alger (document interne inédit).
- —. **Ministère de l'Agriculture et de la Pêche/Direction des Projets-MAP/DAP** (1989). *Wilaya de Tiaret*. MAP/DAP, Alger (documents statistiques divers).
- —. **Secrétariat d'Etat au Plan/Association Algérienne pour la Recherche sur le Développement Economique et Social-SEP/AARDES** (1970). *Revenu des ménages de la Wilaya de Tiaret*. SEP/AARDES, Alger (recensement de 1966).
- **Ananitchev, K.** (1975). *L'environnement, aspects internationaux*. Ed. Progrès, Moscou.
- **Benrebiha, L.** (1983). Les coopératives pastorales. In : *Séminaire national sur le développement de la steppe*, Saïda, septembre 1983. Organisation Nationale de la Recherche Scientifique-ONRS/Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique-MERS, Saïda.
- **Bertrand, G. ; Bertrand, G.** (1975). *Histoire de la France rurale*. Seuil, Paris (tome 1).
- **Boukhabza, M.** (1979). *L'agro-pastoralisme traditionnel*. Office des Publications Universitaires-OPU, Alger.
- **Boumaaza, N.** (1979). *Rapports villes-campagnes sur le contact Ouarsenis-Sersou*. Thèse de 3^e cycle, Société Nationale d'Edition-SNED, Alger.
- **Brule, J.** (1976). *Transformations récentes de l'espace rural algérien*. Société Languedocienne de Géographie, Montpellier.
- **Cote, M.** (1980). *L'espace rural algérien, prémisses pour un aménagement*. Office des Publications Universitaires-OPU, Alger.
- **Couderc, R.** (1978). *Les hautes plaines sud-oranaises*. Thèse de doctorat d'Etat en Géographie, Université Montpellier III, Montpellier.
- **Djebaili, S.** (1983). Bases écologiques pour un aménagement rationnel. In : *Séminaire national sur le développement de la steppe*, Saïda, septembre 1983. Organisation Nationale de la Recherche Scientifique-ONRS/Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique-MERS, Saïda.
- **Duvigneau, G.** (1985). *Innovations agricoles et société rurale en émergence*. Thèse de doctorat d'Etat ès lettres, Université de Nice, Nice (tomes 1 et 2).
- **Guillermou, Y.** (1974). *Eléments pour une stratégie d'éco-développement pour les zones arides d'Algérie*. Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement-CIRED, Paris, n° 2.
- **Le Coz, J.** (1990). *Espaces méditerranéens et dynamiques agraires : état territorial et communautés rurales*. Options Méditerranéennes, Etudes et Recherches, série B, n° 2, UNESCO-MAB/CIHEAM, Paris.
- **Perennes, J.-J.** (1979). *Structures agraires et décolonisation : le cas de l'oued Rhir*. L'Harmattan, Paris et Office des Publications Universitaires (OPU), Alger.
- **Sachs, I.** (1980). Stratégie de l'éco-développement. Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement-CIRED, Paris (texte ronéoté).
- **Sahli, Z.** (1983). Marginalisation et processus de développement, application au cas du Moyen Chéelif. Thèse de doctorat de 3^e cycle, Université Paul Valéry, Montpellier.
- — (1991). Ecosystèmes en crise, risques et sécurité dans une agriculture méditerranéenne : le cas de la zone semi-aride du Sersou. In : *Choix technologiques, risques et sécurité dans les agricultures méditerranéennes*. Actes de l'Atelier-séminaire de Tiaret, 2-5 octobre 1988, Eds. S. Bedrani, P. Campagne, Options Méditerranéennes, série A, n° 21, CIHEAM/CREAD, Montpellier, pp. 49-61.
- **Sari, D.** (1977). *L'homme et l'érosion dans l'Ouarsenis*. Société Nationale d'Edition-SNED, Alger.

